



**POURQUOI NOUS
AVONS BESOIN DE
BÂTISSEURS DE
PAIX LOCAUX.**

**ÉTUDE DE CAS :
NORD KIVU, RDC**

AOÛT 2025



**PEACE
DIRECT**

RÉSUMÉ

- Depuis des années, les organisations locales de consolidation de la paix jouent un rôle essentiel dans les efforts de paix au Nord-Kivu.
- Les conflits complexes et prolongés dans le Nord-Kivu nécessitent une approche collaborative qui, tout en impliquant les acteurs internationaux, accorde une importance particulière à l'expertise et au leadership de la société civile locale.
- Les initiatives locales se sont révélées efficaces pour reconnaître et traiter les causes profondes du conflit.

Avertissement : Peace Direct soutient plusieurs organisations au Nord-Kivu. Plusieurs organisations ont été interviewées dans le cadre de cette étude. Tous les noms des personnes interviewées pour cette étude de cas et de leurs organisations ont été anonymisés pour des raisons de sécurité.

Le Nord-Kivu est l'une des 26 provinces de la République démocratique du Congo (RDC). Avec plus de huit millions d'habitants, cette province est particulièrement riche en ressources naturelles et l'une des plus grandes régions productrices de cobalt au monde. Elle suscite depuis longtemps l'intérêt des pays voisins, des puissants acteurs mondiaux et des multinationales.

Cette étude retrace les causes des conflits au Nord-Kivu et les réponses apportées par le gouvernement. S'appuyant sur des entretiens avec des acteurs locaux de la consolidation de la paix dans la région, elle souligne également comment les initiatives locales de consolidation de la paix ont souvent été

négligées, malgré leur efficacité avérée dans la lutte contre les causes profondes des conflits au Nord-Kivu.

Causes du conflit

Le Nord-Kivu a connu des décennies de conflits, qui remontent au début des années 1990. Le pays a connu une série de guerres civiles à la suite du génocide rwandais de 1994, lorsque des milliers de réfugiés ont fui vers la RDC .

Cette recrudescence de la violence s'est accompagnée d'une prolifération des groupes armés non étatiques. Depuis 1996, on estime à six millions le nombre de personnes tuées dans le pays. En novembre 2024, 6,9 millions de personnes supplémentaires étaient déplacées à l'intérieur du pays, dans l'est de la RDC.

Parmi les groupes armés les plus importants du Nord-Kivu figurent les Forces démocratiques alliées (ADF), une milice d'origine d'Ouganda qui s'est étendue à la RDC ; les *Forces démocratiques pour la libération du Rwanda* (FDLR), un groupe rebelle à majorité hutu composé à l'origine de certains des responsables du génocide rwandais de 1994 ; et le *Mouvement du 23 mars* (M23). Le M23 a été formé après la rupture du traité de cessez-le-feu entre le gouvernement de la RDC et le groupe armé à majorité tutsie, le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP).

Réactions du gouvernement et exclusion des voix locales

En mai 2021, le gouvernement congolais a déclaré « l'état de siège » en Ituri et dans le Nord-Kivu, dans le but de sécuriser la région et d'éliminer les groupes armés. Cette mesure

d'urgence est généralement mise en œuvre en réponse à de graves menaces internes, telles que des conflits et des troubles, et implique la suspension ou la limitation temporaire de certaines libertés civiles, ainsi que le transfert de l'autorité civile à l'autorité militaire . Les civils de la région ont protesté contre cette mesure, affirmant qu'elle n'avait entraîné aucun changement significatif au cours des trois dernières années. Peu après le début de l'état d'urgence, le M23 a refait surface, s'emparant de territoires et intensifiant ses combats avec les Forces armées nationales de la RDC (FARDC). Fin 2024, le M23 a intensifié son offensive, prenant le contrôle de vastes territoires, notamment les capitales provinciales de Goma, dans le Nord-Kivu, et de Bukavu, dans le Sud-Kivu, début 2025, provoquant le déplacement de 2,3 millions de personnes supplémentaires dans le seul Nord-Kivu. Pour compliquer encore la situation, les organisations locales de la société civile interrogées par l' dans le cadre de cette étude ont déclaré que des intérêts personnels et politiques alimentaient le conflit.

« Notre analyse récente a mis en évidence la manière dont les tensions ethniques sont exacerbées par la concurrence pour le contrôle et l'accès aux ressources naturelles », a déclaré à le responsable de programme de l'une des organisations interrogées¹ .

Les trois dernières décennies de conflit, ainsi que les récentes attaques menées par les rebelles du M23 (qui seraient soutenus par le Rwanda et l'Ouganda), ont soulevé des inquiétudes au niveau de l' quant aux accords de paix existants. Depuis l'escalade du conflit, les approches

¹ Cette organisation œuvre à la réhabilitation et au renforcement du rôle des acteurs locaux de la paix dans la construction d'une paix durable en RDC.

politiques et internationales se sont concentrées sur les accords de paix au niveau gouvernemental. Bien qu'elles aient inclus certains dirigeants des groupes armés, ces accords n'ont généralement pas permis de tenir toutes les parties concernées responsables de leurs actes. Depuis 1999, l'ONU a recensé plus de 19 accords et documents connexes visant à régler le conflit et à rétablir la paix dans la région. La plupart n'ont pas pris en compte les voix de la société civile locale. L'accord conclu entre le gouvernement et le M23 en décembre 2013 à la suite de la défaite du M23, par exemple, a laissé les communautés locales avec des sentiments mitigés. Certains ont salué cet accord comme une avancée potentielle vers la paix et la stabilité dans la région. D'autres se sont montrés plus sceptiques, exprimant des inquiétudes quant à l'efficacité des dialogues et à la volonté des parties de respecter leurs engagements. Le groupe a refait surface fin 2021, invoquant l'illégitimité du gouvernement et des griefs non résolus découlant de l'accord de 2013.

En même temps, le gouvernement congolais et des experts de l'ONU ont accusé le Rwanda d'exercer un contrôle de facto sur le M23, dans le but de servir ses propres intérêts en matière de politique étrangère. Bien que le Rwanda ait officiellement nié tout soutien au groupe, environ 4 000 soldats des Forces de défense rwandaises ont été déployés dans l'est de la RDC aux côtés du M23 ces dernières années, et le gouvernement a toujours participé aux discussions sur le conflit. En août 2024, un accord de cessez-le-feu a été signé à Luanda entre le Rwanda et la RDC. Cet accord excluait non seulement les voix locales, mais aussi le M23, qui a par conséquent déclaré ne pas être lié par ses termes. Cette exclusion a mis en évidence un problème plus large : lorsque des factions armées clés sont exclues des négociations de paix, elles sont moins

susceptibles de respecter ou de se conformer aux accords, ce qui compromet les perspectives d'une paix durable. Des dialogues de haut niveau plus récents avec le gouvernement de la RDC, sous la médiation du Qatar et des États-Unis, ont d'abord conduit à un engagement direct entre la RDC et le Rwanda, puis entre la RDC et le M23.

Tout récemment, en mai 2025, la RDC et le Rwanda ont déclaré leur intention de parvenir à un « projet d'accord de paix », tandis que la RDC et le M23 ont convenu d'une trêve temporaire. Le calendrier proposé, ainsi que l'absence d'engagement et de consultation avec la société civile et les communautés touchées dans l'est du pays, ont soulevé des questions quant à la faisabilité d'un accord de paix global.

Alors que le M23 est l'un des groupes armés les plus importants et les plus violents à l'heure actuelle, l'est de la RDC abrite des centaines de groupes armés, chacun avec ses propres griefs et ses propres objectifs, dont l'inclusion est essentielle à tout processus de paix global. En outre, le gouvernement congolais s'est appuyé sur divers groupes d'autodéfense et acteurs non étatiques regroupés sous le nom de « *Wazalendo* » (ou « patriotes » en swahili) pour lutter aux côtés des FARDC contre le M23, ce qui soulève d'autres questions quant au contrôle du gouvernement congolais sur ces acteurs armés et à sa capacité à réintégrer ces groupes à long terme.

La nécessité d'inclure les artisans locaux de la paix pour une paix durable

Depuis des années, les organisations locales de consolidation de la paix jouent un rôle essentiel dans les efforts de paix au

Nord-Kivu. Les personnes interrogées dans le cadre de cette étude ont souligné l'ancrage local du conflit, affirmant que négliger les solutions locales ne fait que créer de nouveaux griefs. Cela augmente à son tour le risque de voir émerger de nouveaux groupes armés et de recruter des jeunes.

Sans traiter les causes profondes de la violence, les efforts de consolidation de la paix risquent de ne pas parvenir à briser le cycle de la violence. Les acteurs locaux de la société civile insistent sur le fait que les solutions durables doivent venir des communautés les plus touchées par le conflit. Comme l'a souligné le responsable de programme susmentionné (interviewé avant la prise de contrôle de Goma par le M23 en janvier 2025), la montée de la haine ethnique a eu un effet amplificateur sur les divisions ethniques au sein de la communauté :

« À Goma, il y a plus de dix camps de réfugiés, et il est courant d'y voir des personnes appartenant aux ethnies Nande, Hutu et Hunde. Cependant, vous ne trouverez pas de réfugiés tutsis dans ces camps. Beaucoup de Tutsis ont fui vers le Rwanda et l'Ouganda, où ils se sentent plus en sécurité selon certaines informations. Le seul camp de réfugiés de Goma où l'on trouve des Tutsis est celui où résident ceux qui ont fui la région de Masisi. Cette situation a donné lieu à des accusations de la part d'autres communautés, qui estiment que les Tutsis préfèrent s'isoler, tandis que les Tutsis craignent de rester avec les autres par crainte de représailles. Cette division nuit à la cohésion sociale. »

Les organisations locales de consolidation de la paix œuvrent depuis longtemps à l'instauration d'une paix durable. Malgré cela, elles sont trop souvent exclues des accords de paix

officiels, qui ne parviennent pas à combler le fossé entre leur travail et les processus de paix plus larges . L'accord de paix de 2013 et la relance de l'accord de Luanda en 2024 auraient bénéficié d'approches d'² plus adaptées et menées au niveau local, qui incluent de manière significative les communautés directement touchées par la violence.

Une consolidation efficace de la paix va au-delà des accords internationaux ; elle nécessite des solutions qui tiennent compte des besoins des populations sur le terrain et y répondent. Un professeur d'une université de la RDC a exprimé sa frustration face au fait qu'au-delà de l'absence de perspectives locales dans les accords, les interventions internationales pourraient également aller à l'encontre des intérêts de leur pays :

« Les ONG qui ont une forte présence et une identité locale sont souvent les plus efficaces en matière de consolidation de la paix. Contrairement aux organisations internationales, qui sont généralement guidées par les politiques et les priorités de leurs pays donateurs. Les groupes internationaux sont limités dans leur manière de promouvoir la paix, car leurs actions dépendent souvent des directives des pays qui les financent. »

Les organisations locales de consolidation de la paix jouent également un rôle crucial dans la collecte d'informations essentielles pour prévenir les conflits, mais leur contribution reste souvent sous-estimée dans les efforts de paix plus larges. Comme le soulignent Peace Direct et RISD dans *Escaping Perpetual Beginnings* :

² Dirigée localement : le « développement dirigé localement » est une approche ou un processus dans lequel les initiatives sont prises en charge et dirigées par les personnes concernées, dans leur propre contexte.

« Les acteurs locaux de la société civile jouent souvent le rôle de collecteurs d'informations et ont tendance à rendre compte à des organismes tels que la MONUSCO, les acteurs gouvernementaux de la RDC (y compris les FARDC et la Police nationale congolaise « PNC ») et diverses ONG internationales, qui sont considérés comme disposant des moyens nécessaires pour empêcher l'éclatement de violences à grande échelle. Les informations sont recueillies grâce au suivi de plusieurs « indicateurs » différents utilisés pour prédire la violence. »

Exemples d'initiatives locales efficaces

Les initiatives locales se sont avérées efficaces pour être plus inclusives, reconnaître et traiter les causes profondes du conflit qui poussent les individus et les communautés à prendre les armes. Ces efforts contribuent à renforcer le sentiment d'appartenance à une communauté et à prévenir l'escalade des conflits. Voici quelques exemples d'initiatives locales.

Le professeur d'université précité et un groupe d'étude ont élaboré des stratégies pour aborder la résolution des conflits au niveau local. Ils ont récemment organisé une conférence visant à sensibiliser le public à la manière dont les injustices, associées au mépris des autorités gouvernementales, peuvent conduire à la violence. Les discussions ont également porté sur la manière dont la passivité du public, qui accepte sa situation difficile au lieu de lutter pour ses droits, contribue à la persistance des conflits.

Le directeur de recherche de l'une des organisations interrogées³, qui est également universitaire en RDC, a déclaré que l'organisation avait été créée parce que les institutions politiques au niveau national ou international ne se concentraient pas suffisamment sur la recherche ou ne prenaient pas de décisions fondées sur des données probantes. Grâce à leurs points focaux répartis dans tout le pays, la portée et les relations avec les communautés locales d'organisations telles que celle-ci les placent en bonne position pour être incluses dans les négociations de paix. Cependant, malgré les recherches approfondies menées par cette organisation sur la dynamique des conflits locaux, le gouvernement congolais n'a jamais sollicité son avis lors des processus de paix. Peu d'organisations internationales les contactent lorsqu'elles mènent des recherches dans la région :

« La société civile n'est pas incluse et si nous ne comprenons pas la nature du problème, nous ne pouvons pas trouver de solution... la paix n'est pas le fruit du hasard, elle est planifiée. »

Le directeur administratif d'une autre organisation⁴ interviewée travaille sur la cohésion communautaire, notamment à travers des activités sportives. L'organisation sélectionne des joueurs issus de différents groupes ethniques pour qu'ils jouent ensemble et apaisent les tensions entre eux. Comme il l'explique : *« Lorsque les joueurs interagissent, cela les aide à vivre ensemble. »* Les Nations unies reconnaissent le sport comme un outil de prévention des conflits et de promotion d'une paix et d'un développement durables. En pratiquant un sport, les jeunes développent un sens des

³ Cette organisation vise à contribuer à la consolidation de la paix et au développement par le biais de recherches et d'évaluations.

responsabilités qui dépasse le terrain et s'étend à leur vie quotidienne. Dans les zones sujettes aux conflits comme le Nord-Kivu, où l'accès à l'éducation est limité, le sport offre aux jeunes un exutoire productif, les aidant à utiliser leur temps libre de manière constructive tout en favorisant la cohésion communautaire. En complément de ces efforts, cette organisation facilite le dialogue entre les dirigeants communautaires, politiques et militaires et d'autres acteurs autour des questions communautaires.

Le responsable du programme mentionné précédemment explique que son organisation travaille avec les acteurs locaux afin de renforcer leur capacité à comprendre les conflits locaux :

« [Notre organisation] travaille en étroite collaboration avec les acteurs locaux et les groupes de travail depuis longtemps, en mettant l'accent sur le renforcement de leurs capacités dans des domaines thématiques clés liés à l'analyse du contexte. Nous pensons que ces acteurs locaux sont les mieux placés pour analyser, défendre et élaborer des stratégies de consolidation de la paix. Nos efforts sont actuellement déployés dans huit territoires, où nous travaillons directement avec ces groupes afin d'améliorer leurs compétences et leur efficacité en matière de consolidation de la paix. »

Leurs efforts de plaidoyer ciblent des acteurs clés, ce qui leur permet d'être bien placés pour participer aux discussions sur les accords de paix. L'Unité de médiation des Nations unies affirme que même lorsque les processus politiques nationaux sont dans l'impasse, les processus locaux peuvent offrir des possibilités de réduire la violence et de créer des poches de stabilité. Les processus locaux offrent un moyen plus

immédiat et plus réactif de lutter contre la violence, parfois en créant des zones de sécurité ou en réduisant les tensions dans des zones spécifiques. Cette stabilité locale peut à son tour servir de base à des efforts de consolidation de la paix plus larges, s'étendant progressivement vers l'extérieur et influençant les processus nationaux au fil du temps.

Le coordinateur de l'une des organisations mentionnées précédemment explique qu'ils travaillent avec le gouvernement dans le cadre du *Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation* lancé par le bureau du président :

« [Dans le cadre de ce programme], en mai 2024, nous avons organisé des activités de renforcement de la communauté telles que des matchs de football et des danses folkloriques. Le chef d'un groupe armé nous a contactés parce qu'il souhaitait renvoyer des enfants soldats et solliciter notre aide pour y parvenir. »

Conclusion

Le gouvernement a une responsabilité importante à assumer pour passer de mesures réactives à une prévention proactive. Une recommandation récurrente qui est ressortie des entretiens est la nécessité de « renforcer la présence des autorités gouvernementales partout ». D'autres ont également recommandé un dialogue honnête entre le gouvernement et les groupes armés. L'approche de la consolidation de la paix devrait donner la priorité aux stratégies locales plutôt qu'aux stratégies internationales qui ont dominé pendant des années. Comme le souligne l'une des personnes interrogées : « Nous

devons mettre en place un mécanisme de dialogue inclusif qui implique toutes les parties afin de parvenir à une paix durable. »

En contrepartie, le gouvernement doit reconnaître qu'il n'est pas la seule source d'autorité au sein des communautés et doit donc renforcer le rôle des acteurs locaux. En s'appuyant sur des figures d'autorité locales telles que les chefs coutumiers, le gouvernement peut étendre son influence dans des zones où il a toujours été absent. Cette stratégie renforce non seulement les systèmes de gouvernance locale, mais garantit également le rétablissement de la paix et de la sécurité d'une manière qui trouve un écho auprès des populations vivant dans ces communautés.

Les conflits complexes et prolongés dans le Nord-Kivu nécessitent une approche collaborative qui implique les acteurs internationaux, mais qui met surtout l'accent sur l'expertise et le leadership de la société civile locale. Une paix positive ne peut être réalisée que si les personnes qui vivent ces conflits ne sont pas simplement des participants aux processus de consolidation de la paix, mais sont au premier plan, menant les efforts pour assurer leur propre avenir.



Cette étude a été initialement rédigée par Bénédicte Yenyi,
boursière Herbert Scoville Jr. pour la paix à Peace Direct.